



Commune de Montivilliers

Modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme

Règlement écrit

Octobre 2017



MODIFICATION :

Prescrite le 29/05/2017

Mise à disposition du 01/09/2017 au 02/10/2017 (inclus)

Approuvée le 30/10/2017

CACHET DE LA MAIRIE :

Ce règlement est établi conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, et notamment à l'article R.123-9.

ARTICLE 1 - CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN

Le présent règlement du Plan Local d'Urbanisme s'applique à la totalité du territoire de la commune de **Montivilliers**.

ARTICLE 2 - PORTEE RESPECTIVE DU REGLEMENT A L'EGARD D'AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DU SOL

1. Les règles de ce Plan Local d'Urbanisme se substituent aux « règles générales de l'urbanisme » faisant l'objet des articles R.111-1 à R.111-27 du Code de l'Urbanisme, à l'exception des articles d'ordre public suivants qui sont et demeurent applicables au territoire communal : R.111-2, R.111-3-2, R.111-4, R.111-14-2, R.111-15 et R.111-21.

2. Les articles suivants du Code de l'Urbanisme demeurent également applicables, nonobstant les dispositions du présent règlement :

- . L.111-7 et L.111-8 relatifs au sursis à statuer
- . L.421-3 relatif à la réalisation d'aires de stationnement.

3. S'ajoutent aux règles propres du Plan Local d'Urbanisme, les prescriptions prises au titre de législations spécifiques concernant notamment :

- **les périmètres spéciaux** visés à l'article R.123-13 du Code de l'Urbanisme, reportés dans les annexes du P.L.U. :

- . les zones d'aménagement concentré (Z.A.C.) ;
- . les zones de préemption délimitées en application de l'article L.142-1 du Code de l'Urbanisme dans sa rédaction antérieure à la loi n°85.729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement et de l'article L.142-3 dans sa rédaction issue de la même loi ;

. les périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles L.211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

. le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L.571-10 du Code de l'Environnement.

- **Les servitudes d'utilité publique** affectant l'utilisation du sol définies en annexe du Plan Local d'Urbanisme et reportées en annexe conformément aux dispositions des articles R.126-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

- **Les secteurs de sites archéologiques** dans le cadre de l'application de la loi n°2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive.

- **Les installations classées** pour la protection de l'environnement (loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 et textes subséquents),

4. Conformément à l'article L.111-3 du Code de l'Urbanisme, « la reconstruction d'un bâtiment détruit par un sinistre est autorisée nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si le Plan Local d'Urbanisme en dispose autrement, dès lors qu'il a été régulièrement édifié ».

ARTICLE 3 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le présent règlement comprend :

- des règles générales applicables sur tout le territoire de la commune,
- des règles particulières applicables dans chaque zone précisant l'affectation et l'utilisation des sols.

1) Les zones urbaines

- La zone UA concerne le centre de la commune caractérisé par une pluralité de fonctions (habitat, commerces, services, équipements d'intérêt général) et une forte densité bâtie. Elle recouvre le noyau historique et ses extensions récentes dans le cadre d'opérations de rénovation urbaine.

La zone UA comprend un secteur UAa, correspondant à des développements résidentiels récents inscrits dans la Z.A.C. du Domaine de la Vallée, où l'objectif est de permettre l'achèvement cohérent d'un nouveau quartier de ville organisé autour d'espaces publics structurants (voirie, espace vert, berges de la Lézarde valorisées, équipements).

- La zone UB couvre des quartiers situés en périphérie du centre ancien à dominante d'habitat. Au gré des opportunités foncières, elle a fait l'objet d'une densification progressive par des opérations de logements collectifs ou de maisons de ville, et se caractérise aujourd'hui par une juxtaposition de tissus urbains diversifiés.

La zone UB comprend un secteur UBa, Le secteur UBa correspond aux espaces périphériques du secteur UB, structuré autour de l'Avenue du Président Wilson. Ce secteur UBa comprend en grande majorité les développements résidentiels dans des secteurs où la capacité des réseaux (viaires notamment) est limitée.

- La zone UC concerne des quartiers à dominante d'habitat, composés de tissus pavillonnaires diversifiés et de quelques ensembles d'habitat collectif, en grande partie produits dans le cadre d'opérations d'aménagement d'ensemble. Cette zone bénéficie d'une présence végétale importante et d'une structuration urbaine lisible en raison d'un réseau de voiries et d'espaces publics hiérarchisé et de l'existence de centralités de quartier.

La zone UC comprend un secteur UCa, couvrant des quartiers d'habitat situés dans la vallée de la Curande dont la sensibilité environnementale justifie que les possibilités de densification y soient plus réduites.

La zone UC comprend un secteur UCh qui regroupe les ensembles de logements dont la hauteur dépasse celle des constructions nouvelles admises et pour lesquels la hauteur maximale est plus importante.

- La zone UG se caractérise par des développements pavillonnaires de très faible densité, réalisés selon un mode d'urbanisation essentiellement d'initiative individuelle, sans opération d'ensemble, sur des espaces partiellement ou difficilement desservis par les équipements publics et situés en frange des parties urbanisées.

- La zone US accueille des équipements commerciaux et services d'intérêt d'agglomération. Cette zone se caractérise par un vieillissement de ses superstructures, une importance des différentes composantes du site (bâti, enseignes, voiries et espaces de stationnement) ainsi qu'un déficit végétal et une pauvreté des traitements au sol.

La zone US comprend un secteur USa, au sein duquel les développements ne doivent être permis que si des mesures compensatoires en matière de gestion des eaux pluviales sont mises en place ainsi qu'un aménagement paysager de qualité.

- La zone UZ correspond aux sites d'activités économiques, en grande partie organisés dans le cadre de zones d'activités et, pour certains, inscrits en Z.A.C.

- UZ, sur le plateau à l'Ouest de la zone agglomérée. Cette zone comporte une entreprise qui est classée pour l'environnement : des périmètres de protections sont reportés sur les documents graphiques.

- UZa, au sein de la Z.A.C. Tertiaire de la Lézarde, orienté principalement vers l'accueil d'activités commerciales ou de services,

- UZb, au sein de la Z.A.C. du Domaine de la Vallée, pour l'accueil d'activités artisanales et de services,

- UZc, également inscrit dans la Z.A.C. du Domaine de la Vallée, pour recevoir des activités technologiques et de services ou des activités commerciales compatibles avec un environnement paysager à préserver.

- La zone UZd correspond à une nouvelle zone d'activités économiques sur le site d'Epaville, bénéficiant d'une vitrine sur la R.D. 489.

- Le secteur UZe correspond à l'Aire d'Accueil des Gens du Voyage aménagée sur la commune.

2) Les zones à urbaniser

- La zone AUB correspond à des espaces agricoles destinés à l'urbanisation, situés sur le plateau de Réauté en continuité Ouest du tissu urbain de la Belle Etoile.
- La zone AUBa concerne des terrains désaffectés, localisés au Sud de la commune, dans la vallée de la Lézarde où il s'agit de permettre la production de logements.
- La zone AUC correspond à un espace non bâti situé à proximité de la limite communale avec Epouville, en continuité du tissu urbain existant où il s'agit de permettre la production de logements.
- La zone AUY correspond au parc d'activités du Mesnil, implanté sur des terrains agricoles situés en partie à Montivilliers.
- La zone AUZ correspond à l'extension de la zone d'activités d'Epouville, bénéficiant d'une vitrine sur la RD.489.
- La zone AU concerne un espace identifié pour le développement urbain de la commune.

3) Les zones naturelles

- La zone N correspond à des sites naturels constituant des espaces de première importance d'une part sur le plan écologique et d'autre part pour l'offre de détente aux populations de l'agglomération.
La zone N comprend trois grands secteurs : Ns, Nv et Ny
 - le secteur Ns :
 - o Un secteur Ns proprement dit à vocation générale sportives,
 - o Un secteur Nsg pour l'aménagement d'un golf compact,
 - o Un secteur Nse à vocation d'équipements,
 - o Un secteur Nsc pour le centre équestre,
 - o Un secteur Nsh pour l'habitat de loisirs (camping),
 - o Un secteur Nsj pour l'accueil des jardins familiaux .
 - le secteur Nv, au sein duquel les aménagements doivent favoriser l'expansion des crues et dont l'inondabilité justifie d'y interdire des installations vulnérables au risque.
 - le secteur Ny, zone naturelle constituée des espaces verts du parc d'activités du Mesnil, située sur les secteurs de gestion des eaux pluviales et d'aménagement paysager.
- La zone Nh correspond aux espaces naturels de la commune n'ayant plus de vocation agricole.
Cette zone comprend un secteur Nhm, où les nouvelles constructions sont interdites, à l'exclusion de la confortation de l'existant, afin de limiter l'effet du mitage et les coûts de gestion urbaine.
- La zone Ny est une zone naturelle constituée des espaces verts du parc d'activités du Mesnil, située sur les secteurs de gestion des eaux pluviales et d'aménagement paysager.

4) Les zones agricoles

La zone A correspond à des terres agricoles à fort potentiel agronomique essentiellement localisées sur les plateaux. Elle se caractérise par le paysage spécifique du plateau cauchois constitué de champs ouverts ponctués de masses végétales autour des corps de ferme et des hameaux. La pression urbaine, la modernisation de l'agriculture et les besoins en infrastructures en ont altéré progressivement les caractéristiques traditionnelles avec des conséquences notamment sur les ruissellements d'eaux pluviales et l'érosion des sols.

Elle comprend des sous-secteurs Ah de taille et de capacité d'accueil limitée qui permettent la reconnaissance de l'existence d'un habitat en zone A.

5) Les éléments de superposition

Ces zones incluent, le cas échéant, tels que figurant sur les documents graphiques conformément à la légende :

- **les emplacements réservés** aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général ou aux espaces verts, soumis aux dispositions des articles L.123-1-8°, L.123-17, R.123-10 et R.123-11 du Code de l'Urbanisme ;

- **les espaces boisés et alignements d'arbres classés**, soumis aux dispositions des articles L.130-1 et suivants et R.130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

- **les périmètres de précaution :**

. définis autour des indices présumés de cavités souterraines, des installations classées pour la protection de l'environnement et des canalisations de transport de matières dangereuses,

- au sein **des périmètres de zones d'aménagement concerté (Z.A.C.)**, en vertu de l'article L.123-3 du Code de l'Urbanisme :

. la localisation et les caractéristiques des espaces publics à conserver, à modifier ou à créer,

. la localisation prévue pour les principaux ouvrages publics, les installations d'intérêt général et les espaces verts ;

- **les bâtiments agricoles en zone A** dont le changement de destination est autorisé en raison de leur intérêt architectural ou patrimonial, repérés au titre des articles L123-1-5 et R.123-12 du Code de l'Urbanisme

- **le tracé et les caractéristiques des voies de circulation** à conserver, à modifier ou à créer, y compris les rues ou sentiers piétonniers et les itinéraires cyclables, les voies et espaces réservés au transport public, indiqués en vertu de l'article L123-1-5 IV. 1° du Code de l'Urbanisme (liaisons piétonnes à sauvegarder et valoriser).

- **les mares à protéger** en raison de leur intérêt hydraulique et écologiques, identifiés au titre de l'article L123-1-5 III. 2° du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 4 - ADAPTATIONS MINEURES

Conformément à l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme, « les règles et servitudes définies par un Plan Local d'Urbanisme ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation, à l'exception des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes ».

Ces adaptations mineures ne peuvent concerner que les articles 3 à 13 des différents chapitres du présent règlement.

Lorsqu'un immeuble bâti existant n'est pas conforme aux dispositions édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour les travaux qui ont pour objet d'améliorer la conformité de l'immeuble avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

ARTICLE 5 : REGLES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE COMMUNAL

ARTICLE 5.1 – PRISE EN COMPTE DES RISQUES

En application de l'article R. 111-2 du code de l'Urbanisme, « le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ».

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A

La zone A correspond à des terres agricoles à fort potentiel agronomique essentiellement localisées sur les plateaux.

Elle se caractérise par le paysage spécifique du plateau cauchois constitué de champs ouverts ponctués de masses végétales autour des corps de ferme et des hameaux. La pression urbaine, la modernisation de l'agriculture et les besoins en infrastructures en ont altéré progressivement les caractéristiques traditionnelles avec des conséquences notamment sur les ruissellements d'eaux pluviales et l'érosion des sols.

Elle comprend des sous secteur Ah de taille et de capacité d'accueil limitée qui permettent la reconnaissance de l'existence d'un habitat en zone A.

Les objectifs au sein de cette zone sont d'y :

- préserver l'économie agricole en protégeant les espaces exploités pour leur valeur agronomique et les corps de ferme en activité,
- limiter les possibilités du mitage,
- garantir la protection d'espaces stratégiques et leur gestion adaptée pour la lutte contre le ruissellement d'eaux pluviales et les inondations,
- respecter les spécificités traditionnelles du paysage cauchois.

ARTICLE A1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

1. Les constructions ou installations de quelque nature qu'elles soient, sauf celles visées à l'article A2.
2. L'aménagement de terrains permanents pour l'accueil des campeurs et des caravanes, sauf dans le cas d'aires organisées pour l'accueil des gens du voyage.
3. Les abris fixes ou mobiles utilisés à des fins d'habitation.
4. Les dépôts de toute nature.
5. Dans les périmètres de précaution définis autour d'indices de cavités souterraines figurés aux documents graphiques :
 - les constructions ou installations de quelque nature qu'elles soient sont interdites, sauf celles visées à l'article A2, alinéa 6, ou sauf si de nouveaux éléments portés à la connaissance de la commune postérieurement à l'approbation du P.L.U. établissent l'absence de risque sur la parcelle d'implantation du projet ;
 - la reconstruction d'un bâtiment détruit à la suite d'un sinistre est interdite s'il est lié à un effondrement du sol.
6. Dans les zones des effets irréversibles (Zei) définies autour des canalisations de transport de matières dangereuses, reportées sur les documents graphiques, il convient d'informer le transporteur des projets de construction le plus en amont possible.
 - . Dans les zones des premiers effets létaux (Zpel) définies autour des canalisations de transport de matières dangereuses, reportées sur les documents graphiques, sont également interdits :
 - . la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur (IGH) ;
 - . les installations nucléaires de base (INB) ;
 - . les établissements recevant du public (ERP) de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie.
 - . Dans les zones des effets létaux significatifs (Zels) définies autour des canalisations de transport de matières dangereuses, reportées sur les documents graphiques, sont également interdits :
 - . la construction ou l'extension d'immeubles de grande hauteur (IGH) ;
 - . les installations nucléaires de base (INB) ;
 - . les établissements recevant du public (ERP) susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

ARTICLE A2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole, y compris les habitations nécessaires à l'exploitation agricole, sont seules autorisées.
2. Lorsque la vocation agricole d'un corps de ferme, ou d'un bâtiment d'un corps de ferme restant en activité, disparaît, l'affectation à d'autres usages des bâtiments identifiés aux documents graphiques, le détachement, y compris par lotissement, de la ou des parcelles bâties correspondantes, ainsi que l'extension modérée dans la limite de 30 m² de surface de plancher, sous réserve que :
 - le bâtiment soit destiné à un usage d'habitation, d'hébergement touristique, d'activité artisanale, de bureau ou de services collectifs,
 - ledit bâtiment ne soit pas nécessaire à l'activité agricole et que son changement de destination ne compromette pas l'exploitation agricole,
 - les aménagements ou installations, de quelque nature qu'ils soient, respectent l'harmonie créée par les bâtiments existants et par le site et fassent l'objet d'un plan d'aménagement d'ensemble, en particulier pour ce qui concerne les accès,
 - la desserte en eau potable, électricité et voirie, soit assurée d'une manière adaptée à la nouvelle utilisation, sans que les aménagements envisagés nécessitent le renforcement des réseaux et voiries,
 - les plantations qui délimitent le corps de ferme soient sauvegardées, rénovées et éventuellement complétées.
3. Les ouvrages de régulation des eaux pluviales destinés à la lutte contre les inondations.
4. Les installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs.
5. Dans les secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres et affectés par le bruit, tels que repérés aux documents graphiques, les constructions à usage d'habitation doivent respecter des normes d'isolement acoustique conformément aux dispositions définies en annexe.
6. Dans les périmètres de précaution définis autour d'indices de cavités souterraines figurés aux documents graphiques, sont autorisés :
 - 6.1. les installations d'intérêt général et les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et des équipements collectifs ;
 - 6.2. les aménagements d'espaces libres ;
 - 6.3. à condition de ne pas créer de logement supplémentaire et que les travaux ne conduisent pas à un accroissement important de l'occupation humaine :
 - . les modifications, extension mesurée dans la limite de 20 m² de surface de plancher à compter de l'approbation du présent règlement, transformations à d'autres usages des constructions et installations existantes,

- . les travaux nécessaires à l'adaptation des constructions existantes aux normes d'hygiène ou de confort,
- . les constructions annexes aux logements ou installations existantes, jointives ou non (abri de jardin, garage, véranda, terrasse, ...)

6.4. les ouvrages de régulation des eaux pluviales et les aménagements liés à la lutte contre les inondations.

7. Dans les secteurs couverts par la **zone des effets létaux significatifs (Zels) des ICPE soumises à autorisation (probabilité A – D)**, seules sont autorisées les installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques.

- Dans les secteurs couverts par la **zone des premiers effets létaux (Zpel) des ICPE soumises à autorisation**, seuls sont autorisés :

- les installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques ;
- les aménagements et extensions des installations existantes ;
- les nouvelles installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) compatibles avec cet environnement;
- les infrastructures de transport pour les fonctions de desserte de la zone industrielle.

- Dans les secteurs couverts par la **zone des effets irréversibles (Zei) des ICPE soumises à autorisation**, seuls sont autorisés :

- l'aménagement ou l'extension des constructions existantes ;
- les nouvelles constructions sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles ;
- les changements de destinations sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles.

8- Dispositions particulières au secteur Ah

Sont seuls autorisés :

- les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ;
- les habitations nécessaires à l'activité agricole ;
- le confortement et la réhabilitation,
- les extensions modérées des constructions et installations existantes dans la limite de 30 m² de surface de plancher à compter de l'approbation du présent règlement.
- les annexes dans la limite de 30 m² de surface de plancher.
- Le changement de destination des bâtiments existants dans la zone, et repérés sur les documents graphiques pour les bâtiments recensés au titre du L123-1-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE A3 - ACCES ET VOIRIE

1. Dispositions concernant les accès

- Pour être constructible, un terrain doit avoir un accès à une voie publique ou privée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fonds voisins ou éventuellement obtenu par application de l'article 682 du Code Civil.

- Lorsque le terrain est desservi par deux ou plusieurs voies publiques, le ou les accès doivent être situés sur la ou les voies supportant le moins de circulation. Dans la mesure où les caractéristiques de ces dernières sont incompatibles avec le trafic engendré prévisible, un accès peut être envisagé sur la voie principale.
- Les accès sur la R.D.489 sont interdits.

2. Dispositions concernant la voirie

- Les caractéristiques des voies doivent permettre de satisfaire aux règles minimales de desserte, notamment pour la défense contre l'incendie, la protection civile, le brancardage, le ramassage des ordures ménagères, ...
- Les voies en impasse nouvellement créées doivent être aménagées dans leur partie terminale afin de permettre aux véhicules, notamment de ramassage des ordures ménagères, de faire aisément demi-tour.
- La destination et l'importance des constructions ou installations doivent être compatibles avec la capacité de la voirie publique qui les dessert.
- Les tracés indicatifs de liaisons piétonnes indiqués aux documents graphiques sont à respecter et leur aménagement doit privilégier le confort et la sécurité des piétons. Une attention particulière doit être apportée à leur signalisation. Lorsqu'un projet n'est pas compatible avec le tracé indicatif, un itinéraire de substitution rétablissant la continuité de la liaison devra être prévu.

ARTICLE A4 - DESSERTE PAR LES RESEAUX

1. Alimentation en eau

Toute construction ou installation nouvelle le nécessitant doit être raccordée au réseau public de distribution d'eau potable.

2. Assainissement eaux usées

- Toute construction ou installation nouvelle le nécessitant doit être raccordée, par des canalisations souterraines, au réseau collectif d'assainissement en respectant ses caractéristiques.
- En l'absence de réseau, l'assainissement, au niveau de l'opération, est autorisé conformément au schéma directeur d'assainissement et à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 de telle manière que soit possible le raccordement au réseau collectif lorsqu'il existera ; ce raccordement sera obligatoire et à la charge du propriétaire.
- Dans le périmètre rapproché défini autour du captage d'eau potable de la Payennière, les assainissements individuels sont interdits.

3. Assainissement eaux pluviales

- Les aménagements réalisés sur un terrain ne doivent pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales dans le milieu récepteur (réseaux, fossés, cours d'eau...), et ne devront en aucun cas modifier l'exutoire des eaux pluviales (sauf justification par une étude réalisée sur l'impact de la modification), augmenter leur débit, ni altérer leur qualité.
La gestion des eaux pluviales doit se faire, autant que possible, à l'intérieur du terrain.

- La surface imperméabilisée équivalente à prendre en compte pour les calculs est celle du projet, et non pas celle de l'ensemble de la parcelle.

- Obligation de raccordement au réseau :

Dans les secteurs desservis par un réseau d'assainissement pluvial, toute construction ou installation doit être raccordée au réseau collectif.

- Obligation de régulation des eaux pluviales avant rejet :

1) **Dans les secteurs non desservis en assainissement pluvial**, ou dont les collecteurs existants n'ont pas de capacité suffisante, des mesures devront être prises pour assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales de ruissellement des parcelles.

2) **Les opérations d'urbanisme visant à restructurer un habitat existant, à créer de nouvelles habitations, ou à aménager des espaces existants, lorsqu'elles s'appliquent sur des surfaces de terrain supérieures à 2000 m²**, devront réguler les débits d'eau pluviale restitués vers le domaine public ou le domaine aquatique naturel. Les objectifs de qualité des rejets sur le domaine public seront conformes à la réglementation en vigueur (règlement sanitaire départemental, règlement d'assainissement). Les rejets directs dans le milieu aquatique naturel seront soumis à l'avis des autorités compétentes (police de l'eau).

- Calcul du volume d'eaux pluviales à gérer :

Le débit des eaux pluviales de ruissellement sortant de la parcelle seront régulés de la façon suivante : les rejets seront limités à 10 l/s/ha de surface imperméable équivalente¹⁴ du projet. Cette précision nécessite la réalisation d'un bassin de retenue d'un volume équivalent à 300 m³ par hectare de surface équivalente¹ du projet.

Il pourra être mis en œuvre des solutions alternatives d'efficacité équivalente.

Toutefois, lorsque le projet présenté relève de l'application des dispositions de la Loi sur l'Eau, le débit des eaux pluviales de ruissellement sortant de l'opération d'aménagement seront régulés selon les prescriptions émises par la Délégation Inter Service de l'Eau (DISE) et notamment :

- le rejet d'eaux pluviales en sortie de l'opération d'aménagement doit être limité à 2L/s/ha de surface totale de projet,
- les ouvrages de rétention des eaux pluviales doivent être dimensionnés pour la pluie de fréquence de retour centennale la plus défavorable.

- Les projets d'aménagement concernés par un cheminement de ruissellement doivent préciser les mesures d'adaptation appropriées au regard de ce risque naturel.

Tout projet indiquera expressément les solutions adaptées mis en œuvre pour répondre à cette exigence.

En outre, les projets d'aménagement doivent garantir que leurs propres ruissellements n'aggravent pas les désordres résultant d'inondation aux fonds servants, notamment aux sous-sols.

4. Réseaux divers

Les lignes de distribution d'électricité, de gaz, d'éclairage public, de télécommunications et de fluides divers doivent être raccordées par souterrains, sauf adaptations dans le cas de lignes aériennes existantes.

¹⁴ (Voir en annexe 1 au présent règlement la formule de calcul de la surface imperméable équivalente)

ARTICLE A5 - CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

Non réglementé.

ARTICLE A6 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES PUBLIQUES OU PRIVEES

1. Les constructions doivent être édifiées en observant un recul minimal de 10 m par rapport à l'alignement des voies existantes, à modifier ou à créer, à l'exception des garages et annexes qui peuvent être implantés à une distance inférieure.
2. Toutefois, des implantations autres peuvent être autorisées pour tenir compte du bâti existant, notamment pour l'agrandissement de constructions, de la configuration de la parcelle, des conditions topographiques ou de circulation.

ARTICLE A7 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

1. Les constructions nouvelles peuvent être implantées, soit en limite séparative pour réinterpréter ou respecter la typologie du bâti des exploitations agricoles, soit à un minimum de 10 m pour assurer des protections végétales en périphérie des parcelles.
2. Pour des raisons architecturales ou paysagères, d'autres implantations restent possibles si elles sont justifiées par le cadre existant, notamment dans le cas d'agrandissements de constructions.

ARTICLE A8 - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS LES UNES PAR RAPPORT AUX AUTRES SUR UNE MEME PROPRIETE

Aucune disposition particulière n'est imposée.

ARTICLE A9 - EMPRISE AU SOL

Aucune disposition particulière n'est imposée.

ARTICLE A10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS

1. La hauteur de toute construction à usage d'habitation, mesurée par rapport au terrain naturel avant travaux, ne doit excéder en tout point ni 1 étage droit sur rez-de-chaussée, plus un comble aménageable, ni 7 m à l'égout de toiture.
2. Aucune disposition particulière n'est imposée pour les bâtiments d'exploitations agricoles.

ARTICLE A11 - ASPECT EXTERIEUR DES CONSTRUCTIONS ET AMENAGEMENT DE LEURS ABORDS

Le permis de construire peut être refusé pour les projets qui sont de nature, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des constructions ou ouvrages à édifier ou à modifier, à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt de leur environnement et aux paysages.

Pour les extensions des maisons d'habitation, le traitement des façades et des toitures doit prendre en compte, dans la mesure du possible, les rythmes, les matériaux et les percements des constructions traditionnelles dans l'environnement immédiat.

Dans le cas d'intervention sur le bâti ancien, les matériaux de maçonnerie et leur appareillage doivent être laissés apparents. Cependant, lorsqu'une très grande dégradation est constatée (et uniquement dans ce cas), un parement ou un enduit peuvent être nécessaires ; leur compositions doit alors être compatible avec la nature du matériau à recouvrir.

A l'occasion de la réhabilitation ou du ravalement d'un bâtiment ancien, les travaux doivent être conçus en évitant la dénaturation des caractéristiques constituant son intérêt esthétique ou historique, y compris de ses éléments décoratifs (moultures, corniches, bandeaux, pilastres, lucarnes, etc.)

Lorsque, pour des raisons techniques, les bâtiments agricoles ne peuvent être dissociés en plusieurs volumes, il est important de travailler le rythme des façades et d'éviter des pentes de toiture trop faibles.

1. Couleurs :

- Pour les habitations, les références colorimétriques doivent s'apparenter aux constructions traditionnelles.
- Pour les bâtiments agricoles, la couleur choisie doit être de préférence sombre. Les matériaux brillants sont interdits.

2. Implantation :

Les bâtiments agricoles doivent, le plus possible, s'adapter au terrain naturel, sauf contrainte technique d'exploitation.

3. Clôtures des parcelles bâties :

- Sur les voies publiques, les clôtures doivent assurer, par leur hauteur, la continuité de perception de l'espace public. Leur aspect, leurs dimensions et leurs matériaux doivent tenir compte en priorité de l'aspect et des dimensions des clôtures avoisinantes. En dehors d'éléments de référence, les clôtures doivent être constituées par des haies d'essences locales (voir en annexe 2). Les grillages sont interdits s'ils ne sont pas doublés d'une haie.
- Sur les limites séparatives, les clôtures doivent être constituées par des haies d'essences locales.

ARTICLE A12 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules automobiles et deux roues, correspondant aux besoins actuels et futurs des usagers des constructions, doit être assuré en nombre suffisant, en dehors des voies de circulation et sur la parcelle utilisée.

ARTICLE A13 - ESPACES LIBRES ET PLANTATIONS, ESPACES BOISES CLASSES

1. Les haies végétales ou arborées doivent être plantées d'essences d'arbres ou d'arbustes locales (voir liste des végétaux conseillés en annexe 2).
2. Les espaces boisés et alignements d'arbres classés à conserver, à protéger ou à créer, repérés aux documents graphiques, sont soumis aux dispositions des articles L.130-1 et suivants et R.130-1 et suivants du Code de l'Urbanisme. Les alignements d'arbres sont à constituer sur talus.
3. En cas de construction de bâtiments agricoles hors des cours masures existantes, des alignements d'arbres de haut jet doivent être plantés au pourtour en référence à la structure paysagère traditionnelle du plateau cachois.

De manière générale, pour les bâtiments d'exploitation agricole et les aires de stockage, des plantations arbustives ou arborées peuvent être exigées. Elles permettent de délimiter ces espaces ou de favoriser l'intégration des constructions dans l'environnement.

4. Les haies bocagères, talus plantés, structures végétales particulières (vergers, allées plantées) doivent être préservés dans la mesure du possible, voire régénérés.
5. Concernant les mares identifiées au titre de l'article L123-1-5 III. 2° du Code de l'Urbanisme :
 - ✓ Leur comblement est interdit ;
 - ✓ Tous travaux ou modifications doivent être réalisés à l'appui d'une étude hydraulique.

ARTICLE A14 - COEFFICIENT D'OCCUPATION DU SOL

Non réglementé.

ANNEXE 1

Formule de calcul de la surface imperméable équivalente

La surface équivalente « S_{eq} » est obtenue en multipliant la surface totale de la parcelle « S_{tot} » par un coefficient « C » déterminé par pondération des coefficients élémentaires ci-après par rapport à leur surface représentative.

$$S_{eq} = S_{tot} \times C$$

Surface totalement imperméabilisée $C = 0,9$

Pavage à large joint ou autobloquant $C = 0,6$

Revêtement by-couche $C = 0,5$

Gravillons ou stabilisé $C = 0,3$

Espace vert entretenu $C = 0,2$

Espace boisé, prairies $C = 0,05$

$C = C1 \times S1 + C2 \times S2 + C3 \times S3 \dots + Cn \times Sn$ Avec $S1+S2+S3+\dots Sn = S_{tot}$

$S1+S2+S3+\dots Sn$

ANNEXE 2

Liste des arbres et arbustes d'essences locales établie par le C.A.U.E. de Seine-Maritime

ACACIA	PEUPLIER TREMBLE
HETRE	CHENE PEDONCULE
ALISIER	PRUNELLIER
HETRE POURPRE	CHENE ROUVRE
AMELANCHIER	PRUNIER MYROBOLAN
HOUX	CORMIER
IF	SAULE BLANC
AULNE A FEUILLES EN CŒUR	CORNOUILLER MALE
MARRONNIER	SAULE MARSAULT
AULNE BLANC	CORNOUILLER SANGUIN
MERISIER	SORBIER DES OISELEURS
AULNE GLUTINEUX	COUDRIER
NERPRUN PURGATIF	CYTISE B27 SUREAU NOIR
NOISETIER	ERABLE CHAMPETRE
BOULEAU	TILLEUL
NOISETIER POURPRE	TROENE <i>en mélange avec d'autres essences</i>
BOURDAINE	TROENE DE CHINE <i>en mélange avec d'autres essences</i>
NOYER ROYAL	ERABLE PLANE
CERISIER A GRAPPES	ERABLE POURPRE
ORME SAPPORA GOLD	TULIPIER DE VIRGINIE
CERISIER DE SAINTE-LUCIE	ERABLE SYCOMORE
OSTRYA	VIORNE LANTANE
CHARME	VIORNE OBIER
PEUPLIER BLANC	FRENE
CHATAIGNIER	FUSAIN D'EUROPE
